

LA  
**REVUE SOCIALISTE**

Fondée par Benoît MALON

---

DIRECTEUR :

Gustave ROUANET

---

TOME XL

(JUILLET-DÉCEMBRE 1904)

---

PARIS

P.-V. STOCK, ADMINISTRATEUR-ÉDITEUR

27, rue de Richelieu et 16, rue Molière (1<sup>er</sup> arr.)

TÉLÉPHONE 238-70

---

1904

## LE SOCIALISME JURIDIQUE

Je voudrais indiquer dans cet article (1) quelques-unes des raisons qui me font souhaiter l'adaptation de la méthode juridique aux fins socialistes, et je choisis à dessein, pour poser cette question, le temps où deux notables professeurs de droit, Anton Menger, de Vienne, et Maurice Hauriou, de Toulouse, viennent de publier, l'un son *Manuel de l'État Socialiste*, l'autre son article du *Régime d'État* individualiste (2), sans ni l'un ni l'autre préconiser ou combattre le socialisme par des arguments de droit, en sorte qu'ils ont l'air d'avouer implicitement l'incompatibilité du socialisme avec la méthode juridique ; ils ne paraissent pas même croire, et je crois au contraire possible, de trouver dans le droit actuel une justification du socialisme, avec des procédés commodes pour le réaliser ; et par socialisme juridique, je n'entends justement que cette recherche méthodique, dans notre appareil juridique, des moyens propres, non pas à rendre tolérable le régime capitaliste, mais à justifier et réaliser un programme socialiste, c'est-à-dire, selon la formule du parti socialiste français, la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, par l'action internationale des travailleurs, l'organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe, et la socialisation des moyens de production et d'échange.

Cette méthode me paraît bonne, non pas à remplacer, mais à compléter et confirmer les autres, révolutionnaires ou réformistes ; et elle me plaît pour diverses raisons que j'indiquerai, mais notamment parce que je ne l'invente pas, que j'en trouve les éléments déposés dans un grand nombre d'œuvres socialistes, et que pour apprécier les professeurs Menger et Hauriou je n'aurai qu'à les confronter avec des représentants connus de la pensée socialiste.

Le socialisme juridique n'a vraisemblablement pas d'histoire, parce que jusqu'à présent personne n'en a fait un système. On pourrait

---

(1) Cet article sera développé en leçons que je donnerai à l'Université libre de Bruxelles à la fin de l'année.

(2) Cet article de M. Hauriou tire sa valeur de ce qu'il interprète le remarquable *Précis de droit administratif* du même auteur.

tout au plus en chercher les origines, c'est-à-dire collectionner les formules et les théories qui le montreraient latent chez beaucoup de socialistes, et sonder les sources de ces formules et théories. Mais j'ai l'impression provisoire que ce travail ne ferait pas découvrir une cause ou une évolution du socialisme juridique ; on trouverait probablement que les accès de juridisme de chaque socialiste s'expliquent par son tempérament, sa culture, son milieu ; et que si depuis quelques années ces accès paraissent se multiplier, on doit les attribuer, comme le réformisme, à l'échec instructif des Journées de Juin et de la Commune, et à l'extension rapide du socialisme qui s'imprègne des méthodes universitaires à mesure qu'il pénètre les universités. Mais le socialisme juridique, s'il n'a pas encore d'histoire, a dès maintenant une littérature suffisante pour qu'on le formule en règles.

Je ne compte pas parmi ces règles l'emploi du vocabulaire, et surtout du mot juridique. Aucun socialiste peut-être n'en a plus usé que Menger, qui parle sans cesse de postulats juridiques, relations juridiques, organisation juridique, système juridique, conséquences juridiques ; qui dans le *Droit au produit intégral du travail* reproche à Considérant (p. 31) d'avoir décrit « fort peu juridiquement » le contenu du droit au travail, et à tous les socialistes (p. 148) de ne s'être pas encore placés « au point de vue juridique » ; qui considère même (p. 173) comme un « fait juridique » la « séparation croissante du droit et de la force, un des traits caractéristiques de notre époque » ; et dont on comprendrait mal que Ch. Andler l'ait félicité, dans la préface de l'*État socialiste*, d'avoir « renouvelé la science juridique » si Andler lui-même n'avait défini « doctrines socialistes, les doctrines qui estiment pouvoir abolir la misère par une réforme du droit » (1). Cette définition permet de considérer comme juridiques toutes les doctrines socialistes, mais indique aussi que l'usage du mot juridique dans une œuvre socialiste désigne plutôt le but que la méthode de l'auteur.

Le socialisme juridique a pour maxime fondamentale la règle de toujours raisonner à partir du droit établi. Mais il faut bien remarquer que cette maxime n'implique pas simplement, et même n'implique pas du tout, le désir de « conserver » le régime capitaliste ; elle implique l'usage d'une dialectique qui permet d'imposer au droit bourgeois un sens socialiste, et par suite de dénoncer les pratiques contraires au socialisme, comme des violations de ce droit bourgeois. On discerne déjà dans la littérature socialiste, plusieurs procédés pour aboutir à cette interprétation volontairement tendancieuse du droit. Par exemple, la distinction du droit objectif et du droit subjectif de

---

(1) Ch. Andler, *Les origines du socialisme d'État en Allemagne*, 1897, p. 6.

Robertus a conduit le professeur français Duguit (1), qui s'en inspire sans la citer, à considérer tous les droits comme définis et garantis, non plus dans l'intérêt des individus, mais dans l'intérêt collectif du corps social. — On peut encore, après Hegel, admettre que le droit n'a pour but que de réaliser la liberté, et utiliser cette notion de liberté soit comme Thompson qui en déduit à la fois la liberté du travail, la liberté des échanges, et la liberté de disposer du produit du travail, — soit comme Bazard et Lasalle, qui présentent l'abolition de la propriété privée comme un moyen pour augmenter la liberté individuelle. — On peut aussi offrir le socialisme, non pas comme une expropriation des propriétaires, mais comme une réparation de la primitive expropriation des prolétaires, et en quelque sorte comme un « retour » à l'ancienne répartition. — On peut même, ainsi que Proudhon, voir dans le socialisme non pas la destruction de la propriété capitaliste, mais la conséquence du crédit capitaliste, etc... etc. En définitive, le socialisme juridique comporte en premier lieu la résolution de présenter non pas la réforme, mais la révolution sociale, comme une réalisation nouvelle et non comme une violation ou une modification de la loi.

Par suite, le socialisme juridique consiste essentiellement, je ne dis pas à se passer de la législation pour opérer la Révolution, mais à faire comme si on ne pouvait pas y compter. Et Menger paraît l'avoir pensé, quand il a écrit : « La philosophie du droit doit être considérée comme l'essence même du socialisme. » — « Il ne s'agit nullement d'une création entièrement neuve, les germes des nouvelles institutions se trouvent recelés dans les formes juridiques actuelles. » — « Un gouvernement socialiste intelligent n'a pas besoin, pour l'établissement de l'état populaire du travail de s'écarter beaucoup des traditions, soit en ce qui concerne les formes juridiques, soit pour ce qui est des moyens d'exécution » (2). Mais il manque au contraire à cette règle fondamentale du socialisme juridique, et se contredit lui-même quand il écrit (3) que la transformation de l'état bourgeois en état socialiste produira un « antagonisme aigu », exigera une « rénovation véritable », un effort législatif : « il peut arriver que la législation décrète la création de nouvelles institutions sans obéir à une impulsion des intéressés, et exerce ainsi en un certain sens dans le domaine juridique une action éducatrice », et encore : « il n'est pas possible de venir jamais à bout de notre droit privé, en usant des instruments qu'il

---

(1) Duguit, *L'État, le droit objectif et la loi positive*, 2 volumes, Fontemoing, 1901 et 1903.

(2) Menger, *Le droit au produit intégral du travail*, Giard et Brière, 1900, p. 57, et *L'État Socialiste*, pp. 153, 341.

(3) *Ibid*, pp. 332, 352, 333, 345, 328, 170.

fournit et des éléments qui le constituent. » En quoi Menger se montre peut-être trop juriste, puisqu'il n'a pas l'air d'admettre une transformation du régime légal autrement que par la loi, — mais aussi trop peu juriste, puisqu'il n'a pas l'air de savoir que la jurisprudence peut substituer aux lois des règles qui les annihilent.

La deuxième règle du socialisme juridique est de choisir, comme fins à poursuivre d'abord, les points du programme socialiste dont la réalisation s'annonce déjà dans les transformations ou déformations du droit. Il faut constater le sens de l'évolution du droit bourgeois, pour savoir par où commencer sa révolution en droit socialiste, et pour persuader aux classes possédantes qu'elles n'ont pas trop à redouter un changement qui s'accomplit déjà sous leurs yeux et à leur insu. Personne peut-être n'a compris l'utilité de démontrer ainsi le socialisme par l'exemple, mieux que le pape Pie IX, qui écrit dans l'encyclique *Nostis & Nobiscum* du 8 décembre 1849 : « Tous les princes d'Italie voient que le spectacle renouvelé des biens temporels de l'Eglise souvent envahis, partagés, vendus publiquement quoiqu'ils lui appartiennent en vertu d'un droit légitime de propriété, et que l'affaiblissement au sein des peuples du sentiment de respect pour les propriétés consacrées par une destination religieuse, ont eu pour effet de rendre un grand nombre d'hommes plus accessibles aux assertions audacieuses du nouveau socialisme et du communisme, enseignant que l'on peut de même s'emparer des autres propriétés et les partager ou les transformer de toute autre manière pour l'usage de tous. » Après Pie IX des socialistes ont dit, comme G. Sorel, que « ce qui est vraiment essentiel, c'est cette philosophie de la vie qui porte sur l'avenir prochain, et qu'il faut dégager si l'on veut agir sur l'évolution juridique actuelle » ; comme E. Lévy, qu'il faut, au lieu de « mettre des principes à la base des institutions, mettre des institutions à la base des principes, décrire les institutions, avoir la simplicité de les constater, renoncer à les légitimer » ; comme J. Jaurès, que le socialisme doit « faire ses preuves, établir par des prévisions comment [il] se rattache à toute l'évolution politique et sociale, et comment [il] peut s'y insérer » ; et Ch. Andler a loué Menger d'avoir conçu, mais a défini mieux que Menger, « une science sociale qui ne prétendrait pas régenter le mouvement social mais qui se saurait issue de lui, et qui serait la centralisation seulement des informations que recueille elle-même la démocratie mouvante, et comme le service de renseignements de cette armée en marche » (1).

---

(1) Sorel, les *Aspects juridiques du Socialisme*, dans *Revue Socialiste*, octobre 1900, p. 401. — E. Lévy, *L'affirmation du droit collectif*, Paris, Bellais, 1903, p. 24. — Jaurès, Discours reproduit dans la *Petite République* du 2 août 1903. — Andler, préface de *L'Etat Socialiste*, p. III.



Et Menger lui-même s'est bien demandé, en 1886 : « Notre développement social va-t-il à la réalisation du droit au produit intégral du travail ou du droit à l'existence ? » et il a répondu : « les aspirations socialistes de notre temps tendent à réaliser dans une certaine mesure le droit à l'existence, et d'autre part à maintenir le système de notre organisation du droit privé » ; il a constaté que « le droit au travail a acquis une grande importance historique comme forme de transition vers une organisation juridique socialiste ». Il a écrit en 1895 que « la mission principale de la science sociale juridique sera de déterminer le contraste existant entre l'état de droit qui s'est établi dans le cours de l'histoire, et les rapports sociaux de notre temps, et de préparer les changements que devra subir en conséquence l'ordre juridique » (1). Et déjà Lasalle avait pratiqué cette méthode, quand il avait montré dans la *Théorie systématique des droits acquis*, que le droit successoral tend vers l'abolition de la famille par l'abolition des successions : procédé très juridique pour discréditer le régime successoral.

Mais Menger, dans l'*État Socialiste*, a méconnu sa propre théorie, et je n'en veux donner pour exemple que le chapitre 6 du livre III où il établit la nécessité de préluder à l'État populaire du travail par l'organisation des communes socialistes, et qui contient la thèse fondamentale du volume. Elle se résume en deux propositions : Il faut commencer par réaliser le socialisme dans le cadre communal, — et il faut prendre certains moyens pour que cette réalisation aboutisse. Je n'ai rien à dire contre cette thèse ; je pense avec Menger qu'on doit, parce qu'on peut, du moins en France, s'occuper tout de suite de municipaliser les moyens de production et d'échange ; mais je trouve qu'il n'a indiqué pour cette opération ni des raisons ni des moyens juridiques. Comme justification juridique, il aurait fallu montrer dans les lois et la jurisprudence d'un pays ou de chaque pays, des textes ou des règles que l'on puisse combiner de manière à rendre strictement inattaquables devant les juridictions des mesures de municipalisation. Et comme procédés juridiques, il aurait fallu, au lieu de proposer une expropriation d'ensemble par l'État, chercher par quels artifices de raisonnement on pourrait appliquer les modes actuels d'administration, exploitation et jouissance communales, à tous les biens et à tous les services qu'on voudrait municipaliser. Je ne prétends pas qu'une telle recherche donnerait pour tous les pays des résultats notables, mais je crois que cette méthode seule mériterait le nom de juridique.

Au contraire le professeur Hauriou, dans son article sur le *Régime*

---

(1) Menger, *Droit au produit intégral*, pp. 14, 20, 233, Menger, *Die Sozialen Aufgaben der Rechtswissenschaft*, 1895, traduction française dans *Revue d'Économie politique*, 1896, sous le titre de *Rôle social de la science du droit*, p. 72.

*d'État*, écrit pour démontrer que « la suppression de la propriété privée peut paraître de la logique économique, mais à coup sûr est de l'hérésie politique » (p. 581), a fait à son insu un raisonnement que je regarde comme une excellente justification juridique du socialisme. En effet, tout l'article développe deux propositions : 1° « Entre les fins de l'État individualiste et les fins de l'État socialiste, il n'y a pas d'opposition, il n'y a pas de différence essentielle... L'état [est] déjà essentiellement un régime de vie sociale qui s'organise pour l'amélioration du sort du plus grand nombre... Rien ne prouve à priori que l'État individualiste, par la seule logique du développement de son principe interne, ne soit pas amené à donner satisfaction aux principaux desiderata socialiste... » 2° « L'État socialiste qui n'a pas d'autres fins, ne pourrait pas employer d'autres procédés que l'État individualiste, c'est-à-dire qu'il devrait avoir les caractères suivants : a) séparation croissante du pouvoir militaire et du pouvoir civil ; b) séparation croissante du pouvoir religieux et du pouvoir laïque ; c) séparation croissante de la vie publique et de la vie privée, entendue comme une incompatibilité entre les « relations qui impliquent du pouvoir sur les choses », et comme une « conquête sur le régime féodal, où au contraire police et propriété se trouvaient unies » ; d) emploi du pouvoir gouvernemental à l'aménagement du régime, en ce sens que les autorités ont pour objet beaucoup moins la police des individus que la gestion des services » (1).

Sur ces deux propositions, M. Hauriou construit un raisonnement conservateur. Il dit : puisque l'État socialiste a les mêmes fins et les mêmes procédés que l'État individualiste, gardons l'État individualiste. Mais on pourrait dire tout aussi bien, et les constatations de M. Hauriou permettent de dire, que si déjà l'État individualiste ressemble à l'État socialiste, rien ne doit plus arrêter le socialisme. Si l'évolution du droit en régime bourgeois conduit à diminuer constamment le pouvoir militaire et le pouvoir religieux, à destituer la richesse de tout droit sur les personnes, à confiner le gouvernement dans des besognes économiques, on peut sans témérité se proposer pour but le terme logique de cette évolution, savoir, un système organisé en vue de la production et des services, sans exploitation personnelle et par suite sans appropriation capitaliste de la plus-value,

---

(1) M. Hauriou m'objecterait sûrement que j'analyse incomplètement son article. Il classe ainsi les procédés de l'État individualiste : diviser les forces (séparation des pouvoirs civils et religieux, civil et militaire, etc...) et dériver les forces. Mais je n'ai pas plus l'intention de réfuter M. Hauriou que de réfuter Menger. Je note simplement, parce qu'ils sont juristes, ce qui me paraît chez eux marquer un oubli de la méthode juridique. Et sur l'emploi que l'État socialiste pourrait faire des forces sociales pour les rendre inoffensives, je crois que Menger a donné d'assez bonnes explications.



sans domination religieuse et par suite sans culture antiscientifique, sans guerriers et par suite sans guerres, donc sans concurrences nationales. Ainsi j'ai le droit de penser que M. Hauriou a combattu le socialisme par une justification du socialisme, c'est-à-dire, par un exposé qui montre la conformité de l'idéal socialiste avec l'évolution juridique.

La troisième règle du socialisme juridique consiste à formuler juridiquement les revendications socialistes, parce que la revendication est proprement « l'action par laquelle on réclame une chose dont on se prétend propriétaire », et que les plus révolutionnaires des socialistes considèrent le régime futur comme un droit ou une nécessité, mais non pas comme une usurpation. Cette version juridique du socialisme peut se concevoir négativement et positivement : *négativement*, comme une simple critique du régime que composent actuellement les lois et leur jurisprudence, pour déterminer, comme dit Menger « le contraste existant entre l'état de droit qui s'est établi dans le cours de l'histoire et les rapports sociaux de notre temps » (1), et il a fait cette critique pour l'Allemagne dans *Das Bürgerliche Recht und die Besitzlosen Volksklassen* (1890) ; — *positivement*, comme un montage du socialisme sur le cadre juridique.

Personne mieux que Menger, dans le *Droit au produit intégral* (pp. 1, 153, 157) n'a dit la nécessité de ce travail. « Ce n'est que si les idées socialistes sortent des discussions économiques et philanthropiques sans fin qui forment l'objet principal de la littérature socialiste et se transforment en simples conceptions juridiques, que les véritables hommes d'État seront mis à même de voir dans quelle mesure l'organisation juridique actuelle doit être transformée dans l'intérêt des classes opprimées... Les quelques mesures qui furent prises [en 1848] ne furent nullement, comme le croient Marx et Engels, l'effet d'une nécessité historique immanente aux rapports économiques, mais elles avaient été proposées et discutées depuis longtemps dans les livres et les revues... Les nations ne se décideront jamais à une expérience sociale profonde, si on n'a pas construit d'abord une théorie du droit public socialiste d'après des données conformes à l'expérience. »

Mais cette construction pratique du droit socialiste, dont Menger a si bien senti l'utilité, il ne l'a pas faite. Quand on y regarde de près, on voit qu'il a simplement essayé une déclaration des droits socialistes, et il ne s'en cache pas. « De même, dit-il dans le *Droit au produit intégral* (p. 13) qu'on a résumé les buts auxquels visaient les grands mouvements politiques du dix-septième et du dix-huitième siècle dans

---

(1) *Rôle Social...*, p. 72.



un certain nombre de postulats juridiques, que l'on a désignés sous le nom de droits politiques fondamentaux, de même on peut désigner brièvement les buts derniers du socialisme sous le nom de droits économiques fondamentaux ». Il demande (p. 49) « quels principes juridiques faut-il mettre à la place de la propriété privée ? » Dans *l'État socialiste* il propose (p. 69) d'après Saint-Simon, d'adopter « comme le premier article d'une nouvelle constitution la disposition suivante : Le but de l'État est de réaliser le bien-être de ses membres par des travaux pacifiques d'une utilité effective ». Et pour garantir les trois intérêts fondamentaux du travailleur (sécurité personnelle, — vie digne de l'homme, — vie de famille bien ordonnée), il choisit, de préférence au droit au travail et au droit au produit intégral du travail, le droit à l'existence qui seul protège les femmes et les invalides. — Il donne ainsi une déclaration *des droits* pour une construction *du droit*, essaye de remplacer les « principes » au lieu de les adapter au socialisme ; et ne craint pas de revivifier l'ancien droit naturel sur une base conforme à ce qu'enseigne l'expérience, » (1) au lieu de revivifier le droit positif, c'est-à-dire qu'il opère à la manière philosophique ou sociologique, mais non pas à la manière juridique.

Pour savoir comment on peut traduire juridiquement les revendications socialistes, on fera bien de voir à l'ouvrage les juristes, et les élèves des juristes, dont j'ai signalé dans un autre article (2) la tendance à démocratiser et internationaliser le *droit*, ou, comme dit l'un d'eux, à « reprendre son œuvre d'accommodation progressive aux exigences toujours croissantes des idées d'équité, et de l'esprit de solidarité sociale ». Ils n'auront pas moins à déformer et fausser le droit bourgeois pour le rendre « équitable », que s'ils voulaient expressément le rendre socialiste, et les socialistes devront mettre à profit les procédés de déformation qu'inventeront ou plutôt perfectionneront ces professionnels.

L'un d'eux, qui ne craint pas de s'affirmer socialiste, le professeur Emmanuel Lévy de Lyon, a déjà, dans une brochure sur *l'Affirmation du droit collectif* (1903), donné du socialisme une formule juridique si précieuse à mon sens, que toute la production d'Anton Menger n'en offre pas une seule équivalente, et que son effort dépasse beaucoup en portée la tentative de Savigny pour prêter à la révolution sociale la forme juridique d'une expropriation moyennant indemnité viagère. Emmanuel Lévy montre que posséder, c'est avoir une créance ; le capitaliste a sur le prolétaire une créance qui se paye en travail ; le prolétaire a sur le capitaliste une créance qui se paye au moyen d'une

(1) *Rôle Social...*, p. 70.

(2) *Revue socialiste* de sept. 1903, pp. 329-333

certaine part dans le produit du travail, part aujourd'hui très petite, et que les socialistes veulent augmenter jusqu'à absorber tout le produit. Avant la conquête de la liberté syndicale, rien n'empêchait le capitaliste d'exiger un maximum de travail pour un minimum de salaire, parce que la concurrence obligeait les travailleurs à subir les exigences du patron. Mais depuis que le syndicalisme permet aux travailleurs de ne plus se faire concurrence, ils ont le moyen, qui leur manquait, d'opposer leur créance à la créance patronale. Ils peuvent refuser de travailler tant qu'ils ne recevront pas le produit de leur travail, et contre l'abstention concertée de tout le prolétariat, on ne voit pas d'autre remède bourgeois que l'unification concertée de toute la production, c'est-à-dire, par définition, le collectivisme. En d'autres termes, la lutte de classes se réduit juridiquement à l'opposition de deux créances, la créance du capital, qui, détenteur des moyens de production, revendique la force de travail de tout le prolétariat, et la créance du prolétariat, qui revendique le produit de tout son travail, en sorte que la compensation de ces deux créances exige à la fois que tous les travailleurs soient à la disposition de toute la production, et que tout le produit du travail soit à la disposition de tous les travailleurs, c'est-à-dire que les moyens de production deviennent la propriété des travailleurs. J'arrange de la sorte, et je déforme un peu l'interprétation d'Emmanuel Lévy pour la résumer et la rendre frappante, mais je ne crois pas la dénaturer.

La quatrième règle du socialisme juridique n'a pas besoin d'explication. Elle consiste à interpréter le droit en vigueur dans le sens des revendications formulées comme je viens de le proposer, de manière à légitimer toutes les pratiques conformes à ces revendications. J'aurai tout à l'heure l'occasion d'exposer comment j'entends ce travail d'interprétation qui permettrait, non pas de remplacer le droit bourgeois, mais de le retourner de manière à y faire pousser du collectivisme, et même le seul collectivisme.

\* \* \*

J'ai lieu de croire que ce socialisme juridique dont j'ai tâché d'ébaucher les règles, fera l'effet à plusieurs d'un socialisme conservateur et bourgeois, car on regarde avec raison le droit comme un instrument de la classe bourgeoise, l'étude du droit comme une discipline conservatrice, et les juristes comme des réactionnaires professionnels. Je dois donc indiquer en quoi le socialisme juridique est révolutionnaire.

Le socialisme juridique n'est pas *conservateur*, parce qu'il n'a pas pour but de remédier aux conditions d'existence qui révolutionnent

la société actuelle; mais au contraire de supposer le problème résolu pour le résoudre, comme en géométrie; de supposer indiscutable et indiscutée la thèse collectiviste; de se mettre à l'appliquer comme une loi véritable; et d'utiliser, contre les récalcitrants que dérangerait cette audace de la classe ouvrière, les mêmes interprétations astucieuses dont use la classe bourgeoise pour éterniser les privilèges de la propriété et paralyser nos rares lois de réforme sociale. Il a pour but, non pas comme le voulait Vidal (1) en 1846, « d'employer nos lois, nos mœurs, nos préjugés... pour l'amélioration du sort de milliers de nos semblables », mais de transformer le sens de notre appareil légal, de telle sorte que nos semblables n'aient pas besoin d'amélioration; non pas de corriger les inconvénients du mode de production, mais de trouver dans nos lois la justification immédiate des opérations nécessaires et suffisantes pour socialiser la production.

Le socialisme juridique n'est pas *chrétien, humanitaire, philanthropique*, et n'a pas du tout pour objet d'appliquer avec équité les lois bourgeoises, de généraliser la jurisprudence du président Magnaud. J'admire cette jurisprudence, d'abord comme très courageuse, et aussi comme bienfaisante, mais bienfaisante seulement tant que le président Magnaud restera seul dans son espèce. En effet, chacun de ses jugements comporte des considérants pleins de critiques à l'adresse des lois bourgeoises, et des solutions pleines de clémence et de moralité, mais nullement nouvelles : des commentateurs se sont divertis à prouver que les plus fameuses de ses décisions se rencontrent dans les lois de Manou, le vieux droit français, le vieux droit allemand, mais surtout le droit canonique (2). Elles n'ont donc de subversif que les considérations théoriques qui servent de préface. Or si l'on peut trouver piquant qu'un magistrat fasse le procès des lois qu'il doit appliquer, et juge en équité contrairement à ces lois, on ne saurait souhaiter l'extension d'une telle pratique. Non seulement elle donnerait aux juges un pouvoir arbitraire; non seulement elle produirait ces abus qui dans l'ancien régime faisaient dire aux plaideurs « Dieu nous garde de l'équité des Parlements », et obligeaient les peuples de Savoie après la conquête française à supplier François I<sup>er</sup> qu'on ne les jugeât pas en équité; mais encore elle habituerait les justiciables à penser, ou que la clémence du juge suffit à compenser l'iniquité du régime légal, ou que dans tout régime légal subsiste un fonds d'iniquité auquel peut seul remédier l'arbitraire du juge; elle entretiendrait la résignation du prolétariat au lieu de l'encourager à la Révolution;

---

(1) *De la répartition des richesses*, p. 471.

(2) Voir Dalloz, 1899, 2, 350 et Sirey, 1899, 2, 1.



et finalement une jurisprudence humanitaire, si elle se propageait, non seulement achèverait de fausser le mécanisme juridique, mais amortirait l'élan socialiste.

Le socialisme juridique ne se confond pas avec le *réformisme*, bien qu'on ait essayé d'appeler réformistes, par opposition aux méthodes révolutionnaires, les méthodes « compatibles avec la légalité bourgeoise », et qui profitent à la bourgeoisie comme au prolétariat (1) : le socialisme juridique ne doit pas avoir pour but de déformer le collectivisme pour l'adapter au droit bourgeois, mais de manipuler le très souple droit bourgeois pour l'adapter au collectivisme. Le réformisme consiste à obtenir des résultats immédiats et fragmentaires par la participation au gouvernement et par l'appareil législatif : le socialisme juridique consisterait à réaliser immédiatement les principaux articles du programme socialiste, sans attendre une permission législative, mais en vertu des lois actuelles qu'on interpréterait en conséquence, et je crois pouvoir citer à l'appui de cette méthode, sans trahir la pensée écrite de Jaurès, cette formule de ses *Études socialistes* : « L'évolution révolutionnaire consiste à introduire jusque dans la société d'aujourd'hui des formes nouvelles de propriété, à la fois nationales et syndicales, communistes et prolétariennes, qui fassent peu à peu éclater les cadres du capitalisme. » (P. LXIII.)

Nous pouvons en effet pratiquer dès maintenant, et sans une seule loi de plus, le socialisme sociétaire, municipal et national, mais pour démontrer que nos lois nous donnent déjà ce droit, pour en convaincre les autorités et intéressés qui voudront s'y opposer, on devra faire un large et patient effort d'interprétation juridique, et pour cet effort on aura besoin de juristes socialistes. Or comme les avocats du socialisme ne peuvent rien sans les juges, professeurs, officiers ministériels et gendarmes, et comme ces agents de la justice dépendent du gouvernement, il reste et même il devient de plus en plus souhaitable que les délégués du parti se fassent une bonne place au Parlement, d'autant que, comme députés, ils peuvent nettoyer le milieu légal de ses épines les plus gênantes. Ainsi le socialisme juridique s'allie sans se confondre avec le réformisme.

Le socialisme juridique est autre chose que la revendication, l'élaboration, le développement d'une législation ouvrière et d'un *droit ouvrier*. Il ne faut pas confondre le droit ouvrier, fait pour protéger les prolétaires, et par suite rendre le monde bourgeois moins inhabitable, avec le droit socialiste, fait pour supprimer le prolétariat.

---

(1) Ch. Bonnier, *Union révolutionnaire et division réformiste*, dans *Mouvement socialiste*, 15 mai 1904, p. 20.

Le droit ouvrier a pourtant cette utilité, que regardé par la bourgeoisie comme déjà subversif et du moins importun, il fournit à la magistrature l'occasion de perfectionner ses ingénieux procédés d'interprétation, qui servent aujourd'hui pour étouffer les droits naissants de la classe ouvrière, et serviront bientôt pour étouffer les droits prescrits de la classe possédante.

Le socialisme juridique est révolutionnaire, bien qu'à première vue le mépris absolu des marxistes pour le droit permette d'en douter. Engels en 1891, à propos du *Droit au produit intégral* de Menger, a encore opposé la conception économique des socialistes à la conception juridique des bourgeois, et présenté le socialisme scientifique comme une réaction contre la primitive tactique du prolétariat, qui « emprunta au début la conception juridique à son adversaire, et y chercha des armes contre la bourgeoisie » (1).

Mais, sans oublier que Marx à ses débuts étudiait la jurisprudence pour obéir à son père, et que cette discipline peut très bien l'avoir rebuté parce qu'on l'y contraignait, — on montrerait sans peine que le socialisme juridique s'accorde parfaitement avec les griefs marxistes contre le droit et les juristes. « Abstenez-vous, dit Marx dans le *Manifeste* (n° 45), de discuter avec nous, si toute votre discussion se borne à apprécier avec ces notions bourgeoises l'abolition de la propriété bourgeoise. Vos idées ne sont-elles pas issues elles-mêmes des conditions bourgeoises de la production et de la propriété? Votre droit, qu'est-ce, sinon la volonté de notre classe érigée en loi et dont l'objet est déterminé par les conditions matérielles de l'existence de votre classe? » Et il raconte qu'il a précisément découvert le matérialisme historique au cours de son premier travail sur la philosophie du droit de Hegel (2). Dans l'introduction à ce travail, il définit l'école du droit historique « une école qui légitime l'abjection d'aujourd'hui par l'abjection d'hier, une école qui déclare pour rebelle tout cri du serf contre le knout, dès que le knout est un knout antique, traditionnel, historique ». Dans le *Capital* (3) il se moque des gens qui « puisent leur idéal de justice dans les rapports juridiques qui ont leur origine dans la société basée sur la production marchande, ce qui, soit dit en passant, fournit agréablement aux petits-bourgeois la preuve que ce mode de production durera aussi longtemps que la justice elle-même. Ensuite dans cet idéal tiré de la société actuelle, ils prennent leur point d'appui pour réformer cette société et son droit ». Et Engels

---

(1) F. Engels, *Socialisme de juristes*, traduit dans *Mouvement socialiste*, 15 janvier 1904, pp. 97-120.

(2) *Critique de l'Économie politique*, traduction Rémy, Schleicher, 1899, p. III.

(3) Traduction française, tome I, p. 34, note 2.

enseigne aux travailleurs à mépriser la loi, à la violer chaque fois qu'ils le peuvent » (1).

Or, le socialisme juridique n'a pas pour règle de respecter le droit bourgeois, mais a pour but précisément de le violenter afin d'en tirer la justification d'une expérience socialiste immédiate ; il ne doit pas servir à légitimer l'abjection d'aujourd'hui, mais à légitimer dès aujourd'hui les changements qu'on doit apporter dans le régime de la production pour mettre un terme à cette abjection. Il ne doit pas tendre à réaliser un idéal puisé dans le droit bourgeois, mais à exploiter le droit bourgeois au profit d'un idéal puisé dans la connaissance de l'évolution économique.

Je crois même qu'on pourrait sans paradoxe présenter le socialisme juridique comme une application de cette méthode marxiste, qui, fondée sur le matérialisme historique, consiste à déterminer le sens des changements futurs d'après le sens des changements présents (2) pour ensuite, non pas « abolir par des décrets les phases du développement naturel, mais abréger la période de la gestation et adoucir les maux de leur enfantement » (3) ; et pour les adoucir, aider premièrement au travail de décomposition et de concentration qui mine le vieux monde : « la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation, c'est la négation de la négation ;... les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent à présent contre elle-même », elle périt par suicide, « produit ses propres fossoyeurs » (4) ; et n'en a pas produit en effet de plus inconscients, que les artisans de son mécanisme juridique.

Car le droit se réalise par une série d'opérations qu'on appelle la justice ; la justice a pour agents des avocats, avoués, notaires, huis-siers rémunérés d'après l'importance des affaires, et par suite retenus au service de la classe capitaliste qui seule a de grosses affaires ; la justice a pour agents aussi les magistrats rémunérés par l'État, mais qui jugent naturellement sous l'influence des grands avocats, c'est-à-dire des avocats des grands capitalistes ; elle a pour agents indirects enfin les professeurs, également rémunérés par l'État, mais obligés de ménager la clientèle riche, qui seule assiste à leurs cours et achète leurs livres. En sorte que le personnel juridique, parce qu'il vit de la justice et que seule encore la bourgeoisie le paye, travaille forcément et très honnêtement, comme un personnel de classe, à fabriquer une justice de classe (5) c'est-à-dire une justice

---

(1) *Lage der arbeitender Klassen*, pp. 117, 121, 133, 135, 222, sq.

(2) *Manifeste communiste*, § 33-35.

(3) *Le Capital*, traduction française, 1875, p. 11.

(4) *Ibid*, p. 342 ; *Manifeste communiste*, § 14, 15, 32.

(5) Voir *Pages Libres*, numéro du 19 mars 1904, article « Magistrature de classe ».



qui serve à protéger, maintenir et même accroître la domination capitaliste.

Tantôt il faut justifier des procédés économiques autrefois ignorés, et que la concurrence rend indispensables. Ainsi la Cour de cassation, qui n'a jamais reconnu aux syndicats ouvriers le droit de faire du commerce, permet expressément aux producteurs depuis 1901 de se coaliser sous forme de syndicats pour fixer le prix de vente, malgré le code pénal qui interdit ces coalitions. Les tribunaux ont créé le système des astreintes, qui permet aux plaideurs riches d'intimider les plaideurs pauvres et d'exiger, par cette espèce de chantage, l'exécution immédiate des prétendues obligations qu'ils ne peuvent pas ou n'osent pas faire exécuter par les voies légales, etc..., etc.

Tantôt il faut protéger contre l'influence démocratique de vieilles institutions destinées à perpétuer l'asservissement du prolétariat, comme la discipline militaire et la mainmorte ecclésiastique. Ainsi les conseils de guerre déclarent innocents les officiers bourgeois qui refusent d'expulser les congrégations rebelles ou qui insultent publiquement les autorités civiles, et condamnent cruellement les soldats pauvres qui manifestent la moindre sympathie pour les grévistes, chantent l'Internationale, manquent de respect mécanique pour leurs supérieurs... De même le Conseil d'État, qui veille au maintien des droits administratifs c'est-à-dire collectifs, n'admet pas qu'un établissement ecclésiastique reçoive une libéralité dont les revenus devront être distribués par les prêtres ; mais la Cour de cassation, qui veille au maintien des droits civils, individuels, et donc bourgeois, veut qu'on respecte la clause de distribution par l'Église, et annule plutôt la libéralité que d'en remettre l'administration aux autorités laïques, etc., etc...

Tantôt il faut résister aux nouvelles institutions qui menacent les privilèges et les traditions de la bourgeoisie, et toutes les juridictions y résistent. Dans l'ordre domestique, les lois révolutionnaires et le code civil avaient aboli les substitutions afin d'assurer l'égalité des transmissions successorales, mais des notaires ont imaginé, et les tribunaux ont permis, de remplacer une substitution prohibée par plusieurs legs conditionnels valables, et rien ne s'oppose plus à la tyrannie testamentaire des pères de famille. Dans l'ordre politique, le gouvernement de la défense nationale en 1870 avait inauguré l'application du programme républicain par un décret qui permettait de poursuivre désormais les fonctionnaires sans la permission du Conseil d'État ; mais on a réussi par une combinaison subtile des vieux textes révolutionnaires à prouver qu'avant de poursuivre un fonctionnaire il faut encore établir qu'on l'incrimine pour un fait de sa personne et non pour un fait de sa fonction, ce qui revient à demander la permission

du tribunal des conflits, chargé de définir les bornes des fonctions administratives. Dans l'ordre administratif le Conseil d'État a démontré par l'extension voulue du recours pour excès de pouvoir, comment une jurisprudence de classe peut à la longue fournir des armes pour la lutte de classe ; le recours pour excès de pouvoir s'est développé par étapes successives : pendant la monarchie de juillet pour permettre aux officiers d'utiliser et de faire élucider la loi de 1834 qui les rendait propriétaires de leurs grades ; pendant le second empire pour permettre aux propriétaires parisiens de résister aux expropriations déguisées du préfet Haussmann ; et depuis une dizaine d'années, pour permettre à tous les contribuables conservateurs de faire échec aux expériences industrielles et fiscales des municipalités socialistes ; ainsi pour quelques officiers, propriétaires, et contribuables, la juridiction administrative a créé cette voie de recours admirable, que les organisations socialistes pourraient et devraient dès maintenant utiliser pour faire annuler toutes les décisions qui leur font grief, et qui trahissent encore l'animosité traditionnelle de la bureaucratie bourgeoise contre la démocratie, etc., etc.

Dans l'ordre social enfin et surtout, les robins ont ratiociné contre le progrès. Marx en a donné de bons exemples pour l'Angleterre, notamment au sujet du Factory-Act de 1844 : « La cour de l'échiquier, à propos d'un cas qui lui fut présenté le 8 février 1850, décida que les fabricants agissaient il est vrai contre le sens de la loi, mais que cette loi elle-même contenait certains mots qui la rendaient absurde ; par suite de cette décision la loi des dix heures fut en réalité abolie » ; et au sujet de la loi de 1860 sur les blanchisseries et teintureries, où le capital « empruntant les besicles des juristes », découvrit des termes équivoques qui permettaient de ne l'appliquer à personne (1). On sait que la Chambre des Lords, par son jugement de 1901 dans le Taff-Vale Case, rendu pour établir qu'une trade-union pouvait être condamnée à des dommages-intérêts, a soulevé une telle réprobation, qu'elle a dû se désavouer peu de temps après. De même en France, on voit les bureaux d'assistance judiciaire, composés de juges, avocats, notaires et avoués, refuser leur assistance à toutes les ouvrières qui veulent divorcer ; les tribunaux sanctionnent les manœuvres des Compagnies d'assurance contre les accidents du travail, lesquelles s'entendent avec les patrons pour faire accepter aux victimes des indemnités dérisoires. Ils ont jugé en 1897 que dans les orphelinats catholiques on peut faire travailler les jeunes filles le dimanche, bien que la loi exige le repos hebdomadaire pour les ouvrières. Ils ont jugé en 1901 que la loi de 1900, faite pour appli-

---

(1) *Le Capital*, livre I, chap. X, § VI.

quer aux ouvriers adultes le même régime protecteur qu'aux femmes et aux enfants dans les ateliers à personnel mixte, ne concerne pas des ateliers où les hommes travaillent à part derrière un simple rideau ; ils ont refusé de condamner le marchandage quand il ne leur paraît pas abusif, et ils ont toujours des raisons pour ne pas le trouver abusif ; ils ont décidé, en 1902, que la déclaration de grève ne dispense pas l'ouvrier d'observer à l'égard du patron les délais de prévenance, et en 1904 que la grève rompt le contrat de travail, en sorte que le patron a le droit de ne pas reprendre les grévistes ; ils ont encore prononcé que le patron ne peut pas s'engager à n'employer que des ouvriers syndiqués, etc., etc... et ils entendent ainsi l'exercice du droit d'association et de coalition, de la protection et de l'assurance ouvrières.

On pourrait sans doute, on devrait rechercher, si cette déformation générale du droit dans un intérêt de classe, s'est toujours exercée avec la même âpreté ; si au contraire elle n'a pas d'abord sévi par intermittences aux seules époques de crise et d'agitation, et n'a pas pris un caractère endémique beaucoup plus tard, quand l'évolution industrielle et politique a commencé d'inquiéter les classes possédantes. On devrait rechercher si la magistrature d'autrefois n'avait pas plus d'indépendance que la nouvelle, et j'entends par indépendance, non pas une indifférence affectée en matière d'avancement qu'on ne se figure guère plus fréquente autrefois qu'aujourd'hui, mais une disposition à ne pas juger malgré tout coupables les procédés d'une certaine classe, et malgré tout licites les procédés de l'autre classe. Au premier abord on peut trouver dignes du même éloge le tribunal de Paris qui proclamait en 1830 l'illégalité des ordonnances, et les cours d'appel qui en 1903 ont dénoncé l'illégalité des décrets rendus contre les congrégations. Mais il faudrait savoir si la superbe indépendance de ces cours ne provient pas d'un sentiment intime qui porte la bourgeoisie et par suite la magistrature assise à regarder les ministères de concentration à gauche comme des artisans de la révolution sociale, et l'Église comme le rempart de la conservation sociale. A ne consulter que les journaux conservateurs, qui veillent avec une sollicitude particulière sur l'honneur de la magistrature, elle ne leur paraît indépendante que dans les cas où elle protège le pouvoir militaire contre le pouvoir civil, le pouvoir religieux contre le pouvoir laïque, le patronat contre le prolétariat. Donc pour savoir à quelle époque cette magistrature, qui fut toujours une magistrature de classe, a commencé vraiment à faire une jurisprudence de classe, il faudrait rechercher l'histoire de son indépendance d'après la presse bourgeoise et catholique ; et je ne serais pas étonné si l'on découvrait que l'évolution s'est dessinée dans les dernières années de la monarchie de Juillet, à



l'époque même où la papauté clairvoyante s'est mise à fulminer contre le communisme. (Encyclique de 1846.)

Quoi qu'il en soit de ce passé, on voit clairement que maintenant chaque progrès de la concentration et de la domination capitaliste, chaque effort du capitalisme pour empêcher ou retarder l'éveil du prolétariat, aboutit à une méconnaissance du droit capitaliste, à une fêlure de l'appareil juridique fait pour appliquer ce droit, à la création d'un mécanisme nouveau pour le violer.

J'ai déjà montré (1) l'origine de ce mécanisme révolutionnaire dans l'esprit conservateur des juristes. Ils ont un tel respect pour la loi qu'ils ne veulent jamais paraître la violer ou tourner; quand ils la violent ou la tournent, ils se donnent l'air de l'appliquer, finissent par se persuader qu'ils l'appliquent en effet, et dès lors peuvent la désorganiser hardiment. Par le jeu des principes, ils arrivent à construire des décisions tout à fait exemptes d'objectivité, à raisonner en vue de leur jugement au lieu de juger d'après leur raisonnement, à justifier n'importe quelle décision dans n'importe quel sens au moyen d'un certain nombre de procédés, qu'on trouve soigneusement décrits dans des manuels et répertoires spéciaux : arguments *a fortiori* ou *a contrario*, arguments tirés de l'analogie, des motifs de la loi, de l'ordre public, de l'esprit du législateur, de l'équité, de l'ancien droit, de la désuétude, du libre jeu de la volonté; clauses de style, décomposition d'un acte prohibé en éléments valables ou d'un acte valable en éléments prohibés, changement de classification légale, comparaison de textes contradictoires; détournement de textes, etc... On pourrait se divertir indéfiniment à recueillir dans les livres de droit les aveux et les preuves de la déformation qu'inflige aux esprits des robins la nécessité constante d'accorder les codes avec la réalité bourgeoise, et qui fait du droit, entre leurs mains, selon le professeur Lambert, un « instrument de sorcellerie juridique ».

Cet instrument, les bourgeois ont pu le créer parce qu'ils disposaient de l'argent et de la force publique; désormais, les prolétaires peuvent l'utiliser, parce que leurs syndicats amassent lentement des fonds et que leurs députés exercent une influence croissante sur le gouvernement qui fait agir la troupe et la gendarmerie. La classe ouvrière aura bientôt, si elle y tient, ses juristes socialistes qui interpréteront le droit bourgeois au profit de la majorité, par les moyens inventés pour l'interpréter au profit d'une minorité, et qui exploiteront le droit contre l'ordre légal.

On trouverait aisément des cas de révolutions opérées partiellement d'après cette méthode. Ainsi, pour édifier le droit révolution-

---

(1) *Revue socialiste* de septembre 1903.

naire, détruit par le Directoire et Bonaparte et qui sur plusieurs points fournirait encore un bon modèle à des législateurs socialistes, les conventionnels n'avaient eu qu'à rejeter les vieilles lois romaines et canoniques, chercher parmi les coutumes qui se partageaient une partie de la France comme aujourd'hui diverses jurisprudences se partagent le monde juridique, et choisir non pas les plus répandues, mais les plus égalitaires : en sorte qu'ils avaient fait un système très novateur et très traditionnel. — De même le royaume de France est sorti des chicanes que les Capétiens avides cherchaient à tous leurs voisins; la centralisation de leur pouvoir, si profitable à notre œuvre démocratique, s'est développée en proportion de leur domaine, et pour arrondir le domaine ils n'ont pas eu d'auxiliaires plus acharnés que ces légistes, avocats, professeurs et prévôts, qui par un seul procès contre le roi d'Angleterre, expropriaient la Normandie et l'Anjou, par un autre procès contre les Templiers expropriaient la meilleure part de leurs biens, et dans ces procédures contre les vassaux et les religieux, raisonnaient simplement, mais finement, sur le droit féodal et le droit canonique. — Et surtout je ne crois pas qu'on puisse trouver de révolution plus juridique que la Révolution d'Angleterre présentée comme un retour nécessaire à l'exacte interprétation de la Grande Charte.

On peut se demander encore si l'histoire des religions ne fournirait pas des exemples, sinon des modèles, de révolutions opérées au nom de la tradition. Je ne parle pas de Confucius, qui affectait d'accomplir exactement tous les rites et cérémonies, et voulait qu'on sacrifiât aux esprits comme s'ils étaient présents; ni des prêtres égyptiens qui s'appliquaient par des identifications symboliques à confondre les vieilles et les récentes doctrines et antidataient leurs nouveautés. Mais il faudrait pour le christianisme vérifier la parole du sermon sur la montagne : « Ne pensez pas que je sois venu détruire la loi et les prophètes; je ne suis pas venu les détruire, mais les accomplir »; il faudrait voir si vraiment le christianisme a réussi comme restauration du judaïsme ou plus probablement avec l'apôtre Paul comme réaction contre le judaïsme. Dans tous les cas, la Réforme offre un type achevé de Révolution faite contre l'ordre établi au nom des principes mêmes sur lesquels il est établi. Peut-être qu'en somme on arriverait à justifier théoriquement l'idée qu'Anatole France dit tenir (1) d'un prince oriental « qui sait comment se font les religions, qui en a vu faire, qui peut-être en a fait une. Il faut trois choses pour faire une religion. D'abord une idée générale d'une extrême simplicité, une idée sociale. En second lieu, une liturgie ancienne depuis longtemps en usage, dans laquelle on introduit cette idée. Car il est à noter qu'un culte

---

(1) Discours prononcé à Tréguier le 13 septembre 1903.

naissant emprunte toujours son mobilier sacré au culte régnant et que les nouvelles religions ne sont guère que des hérésies. Troisièmement, il y faut un tour de main, il y faut cet art des prestiges qu'on appelle encore dans notre vieille Europe la physique amusante. Et je ne sais s'il ne faut pas admettre de temps en temps l'hypothèse de la fraude consciente. » Si l'on accepte comme j'y suis disposé cette explication, on approuvera Menger d'avoir écrit dans *l'État socialiste* (pp. 333-336) que pour passer de l'état bourgeois à l'état nouveau, il faudra d'abord opérer comme le christianisme, c'est-à-dire d'une manière violente selon les formes extérieures du droit : et peut-être Menger n'a-t-il rien écrit de plus juridique, comme socialiste.

Sans doute les révolutionnaires travaillaient à l'abri des gardes nationales et des fédérations, le christianisme a réussi par la conversion des empereurs romains, le protestantisme par la conversion des princes d'Allemagne, et tous les artisans de révolutions juridiques ou théologiques ont eu pour eux la raison du plus fort : or, je crois qu'on peut déjà considérer comme la raison du plus fort la raison de la classe ouvrière, qui ne possède pas encore les moyens de production, mais qui peut par un effort d'organisation chaque jour plus réalisable, faire la grève de toutes les industries, et même de l'industrie militaire.

La force croissante du prolétariat ne doit donc pas déconseiller, mais au contraire conseiller l'emploi de la méthode juridique pour la réalisation du socialisme. Les juristes finissent toujours par donner raison au plus fort. J'en trouve une preuve décisive dans l'évolution que la nouvelle école française, essaye de déterminer depuis quelques années, dans l'effort des professeurs Saleilles, Hauriou, Gény, Lambert, pour modifier le droit et l'interprétation du droit par l'observation directe des faits sociaux, pour organiser, comme dit l'un d'eux, « la fusion et la compénétration des deux ordres de recherches, les disciplines proprement juridiques, et celles dont l'ensemble compose la politique sociale » (1). Et j'en trouve une illustration plaisante dans la thèse récente d'un lauréat de la faculté de Paris sur l'accaparement (2). Je la cite, non pas comme une rareté, mais au contraire parce qu'au su de tout le monde les thèses de droit, à part deux ou trois exceptions annuelles, se bornent à reproduire, juxtaposer, ou développer des opinions d'auteurs ou de professeurs. Celle-là naturellement justifie le système de la jurisprudence, qui tantôt approuve les combinaisons de producteurs, sans qu'on voie bien clairement le critérium de leur distinction. L'auteur expose (pp. 159-161) ce crité-

---

(1) Mon article de septembre 1903, p. 330, sq.

(2) *L'accaparement et les formes modernes d'ententes entre producteurs devant le droit pénal*, par R. de Birague d'Aprémont. Giard et Brière, 1903, in-8, 167 pages.



rium : « Qu'une entreprise privilégiée par sa situation géographique particulièrement favorable, par son outillage supérieur, par la renommée sans égale que s'est acquise sa marque de fabrique, ou simplement par son importance qui lui permet de produire en grandes quantités et au plus faible prix de revient ; que cette entreprise parvienne à renverser successivement toutes ses rivales et à supprimer en fait toute concurrence ; à cela nul ne peut trouver à redire. *La disparition des faibles devant les plus forts*, la sélection naturelle qui élimine les organismes moins parfaits, pour ne laisser subsister que les plus perfectionnés : c'est la condition indispensable du progrès social, c'est une loi contre laquelle un utopiste seul prétendrait s'élever, encore que son application n'aille pas toujours sans occasionner de graves souffrances pour certains intérêts particuliers. Mais que l'entreprise ainsi parvenue par des voies légitimes et naturelles à la suprématie, veuille conserver cette suprématie autrement qu'en maintenant sa supériorité de constitution ; qu'elle prétende interdire désormais à toute activité nouvelle de se risquer sans avoir obtenu son assentiment dans le domaine exploité par elle, et qu'elle s'efforce en conséquence d'écraser l'*outsider* en usant de manœuvres répréhensibles que lui facilite la puissance de sa situation acquise : voilà ce que nous jugeons admissible... Par le fait même qu'il prend ombrage de l'entrée en lice d'un rival nouveau, par cela seul qu'il juge nécessaire de s'aider contre lui d'armes déloyales, l'entrepreneur témoigne d'une *confiance médiocre dans sa supériorité naturelle*, il semble avouer son impuissance à vaincre sans perfidie le nouveau venu, et la société doit veiller à ce que celui-ci puisse librement donner la mesure de ses forces. » Peut-on dire plus clairement que le droit ne doit jamais résister aux forts, à moins qu'ils ne barrent la route aux plus forts ?

Rien n'est plus juridique que de donner raison à la force, dans une société qui a pour fondement la propriété capitaliste, et où les pires moyens d'acquisition peuvent se prescrire, puisque chez nous l'acquéreur de bonne foi prescrit sa propriété par dix et vingt ans et l'acquéreur de mauvaise foi la prescrit par trente ans. Le juriste Epilly pour justifier cette règle, dit que « les empereurs auteurs des lois civiles n'ont considéré ni le paradis ni l'enfer, mais le bien public ». D'Héricourt dans son *Analyse des Décrétales* confirme que « le possesseur pacifique n'est point obligé de faire des recherches sur l'origine de sa possession ». Et sans la prescription, observe Merlin, « que de discussions, que de procès, et par conséquent que d'entraves à la tranquillité des familles et au bien public ! » Ainsi le bien public et la tranquillité des familles exigent qu'on jette un voile sur l'origine des propriétés, c'est-à-dire sur l'origine du capitalisme moderne. Les juristes ont justement pour mission de jeter ce voile, d'habiller avec du droit

les usurpations de la bourgeoisie, de constater par des formules vénérables les situations acquises, de maintenir la paix sociale par l'interprétation des textes la moins propre à soulever des résistances, et finalement de donner raison à la classe qui pourrait le mieux se passer de raisons; parce qu'elle a la force.

Et puisque le droit n'est pas un instrument de justice, mais un instrument de dictature polie et d'apaisement forcé, le socialisme juridique servirait, non pas à différer ou éviter, mais à déguiser, pacifier, et hâter la dictature socialiste qui doit aboutir à l'établissement du nouveau régime. Les socialistes renonceraient alors à l'attitude pessimiste de gens qui attendent une transformation bienfaisante du droit, mais prendraient l'attitude optimiste de gens qui savent à quoi s'en tenir sur le droit et la manière de l'adapter, et qui entendent l'adapter immédiatement à leur idéal, puisqu'ils en ont la force. Comme les rois pour abolir la féodalité, les socialistes auraient pour ruiner la bourgeoisie des légistes, qui chercheraient dans l'arsenal juridique tous les textes, arguments, précédents, raisonnements qu'on pourrait tourner ou retourner contre le monde capitaliste. Ils prendraient aussitôt, sous forme de décrets pour l'État, de délibérations ou d'arrêtés pour les communes, de contrats ou de statuts pour les groupements privés, toutes les mesures propres à transformer le régime de la production, et que les juristes du parti auraient déclarées défendables en justice; et ils devraient préalablement avoir pourvu, par leur influence électorale, parlementaire, et au besoin gouvernementale, à peupler non seulement les conseils municipaux, mais les tribunaux, commissariats de police, gendarmeries et troupes de ligne, je ne dis pas d'hommes sans conscience, mais au contraire d'hommes à conscience socialiste. La classe ouvrière ne pourrait pas évidemment s'engager dans une pareille campagne de dictature juridique, sans une forte organisation électorale, syndicale et financière.

Cette procédure artificieuse n'écarterait sans doute pas tout danger d'une agitation et même d'une révolte des classes possédantes: Mais le capital, s'il résistait par la violence à l'interprétation systématiquement socialiste du droit bourgeois, ne ferait que donner, à l'interprétation capitaliste de ce même droit, un caractère de contravention, de rébellion, de révolution. Les bourgeois se mettraient ainsi hors la loi; parce qu'ils n'auraient plus pour eux ni le bon droit, ni la force, les juges ne pourraient que leur donner tort. Ainsi se trouverait vérifiée en matière sociale la théorie classique de la preuve en matière judiciaire. « A qui, dit Dalloz, incombe la charge de prouver? A celui qui veut innover, qui veut détruire la position acquise de son adversaire. En thèse générale, c'est sur le demandeur que retombe la charge de la preuve, puisque c'est lui qui innove, qui trouble le défendeur dans sa

position acquise. » (*Répertoire*, Preuve n° 20); et Gains donne le même conseil (loi 24, D. *de rei vindicatione*) : « Quand on se propose de réclamer un bien, il faut commencer par examiner si l'on ne pourrait pas en acquérir la possession par quelque interdit ou action possessoire. Car il est bien plus avantageux de posséder et de charger la partie adverse du rôle onéreux de demandeur, que d'intenter une revendication contre une personne qui possède. » C'est-à-dire : les socialistes n'iront pas à l'assaut du droit, mais s'habilleront en juristes pour y pénétrer, s'y installeront, et aménageront tranquillement l'édifice capitaliste à leur idée, garantis par leur nombre et par les égards que procure l'habit juridique. Les bourgeois n'auront plus qu'à se résigner, adopter la nouvelle manière de vivre, ou bien se fâcher et dans ce cas se faire corriger.

Le socialisme juridique apparaît ainsi comme une méthode positive, réaliste, hypocrite et bourgeoise, digne d'avoir séduit Bismark, qui, dans la séance du 19 mai 1884, disait au Reichstag : « Je reconnais absolument un droit au travail, et par là je me trouve placé non pas sur le terrain du socialisme, mais bien sur le terrain du code prussien » dont il citait ensuite un texte à l'appui. — Et cette méthode apparaît aussi comme marxiste, en ce qu'elle consiste à espérer de l'anarchie juridique ce que Marx espérait de l'anarchie de la production « qui est la source de tant de misères, et en même tant la source de tout progrès »; elle consiste à déchaîner contre la bourgeoisie le droit même de la bourgeoisie, « sorcier impuissant à évoquer les puissances souterraines qu'il a évoquées » (1).

Et quand les procédés juridiques élaborés pour l'application du droit bourgeois auront fourni des armes pour l'édification du régime socialiste, il faut souhaiter que les nouvelles conditions de vie ne donnent plus jamais naissance à un système aussi faux, cruel, pharisaïque, et papelard que le juridisme contemporain. Il convient de l'utiliser maintenant parce qu'on ne saurait abattre un monument grossier avec des moyens délicats, mais il faudra se garder, en l'utilisant, de s'en contaminer.

\*  
\* \*

Je dois maintenant, non pas sans doute énumérer tous les moyens juridiques qui permettraient de réaliser un régime socialiste, mais en donner quelques exemples.

Le socialisme ne manque pas d'excellents juristes. On peut donc

---

(1) Marx. *Misère de la philosophie*. Traduction française, p. 91; et *Manifeste Communiste*, n° 14.



se demander pourquoi jusqu'à présent ils n'ont pas signalé les ressources de leur art. Mais j'en vois plus d'une raison.

D'abord les socialistes qui savent du droit n'ont pas généralement le temps de construire des systèmes. Ils vivent de leur profession comme avocats, par nécessité se bornent à noter dans leurs lectures les textes utilisables pour les affaires qu'ils plaident habituellement, et plaident surtout en qualité de socialistes, des affaires relatives aux lois ouvrières (accidents du travail, liberté syndicale, licenciements, droit de grève, contrats de travail et d'apprentissage, etc...) que leur confient les bourses du travail ou syndicats. J'observe qu'en France les doctrinaires du socialisme pur se recrutent parmi les philosophes, historiens et hommes politiques, au lieu que les juristes s'enferment dans la législation ouvrière et le droit ouvrier. Or le droit ouvrier ne suggère pas l'emploi de la méthode juridique dans un dessein révolutionnaire, mais arraché à des parlements bourgeois, suggère plutôt l'idée d'une politique d'améliorations successives par voie législative. — En second lieu, les socialistes qui savent du droit ont plutôt une tendance à s'en excuser qu'à en faire parade. Souvent ils croiraient dévier de l'orthodoxie, si leur activité socialiste pouvait paraître empreinte de juri-disme. Ils redouteraient le reproche, et sans doute on leur reprocherait de méconnaître le principe de la lutte de classe, par une méthode tirée du droit de la classe bourgeoise. Il manque à plusieurs un peu d'indépendance à l'égard des camarades, qui par respect du socialisme dit prolétarien s'interdisent tout moyen capable d'effaroucher ou dépayser ce même prolétariat qu'on veut abolir. — Enfin, les socialistes instruits en droit ont reçu dans les facultés un enseignement qui les prépare mal à saisir les aspects subversifs de notre appareil juridique. On leur a surtout appris le droit privé fondé sur le respect des propriétés, le droit constitutionnel fondé sur la séparation des pouvoirs, l'économie politique fondée sur le libéralisme classique, mais très peu de droit administratif, où ils auraient trouvé à chaque instant des institutions dont le développement ou la combinaison pourrait conduire au socialisme.

On y trouverait d'abord le moyen de réaliser intégralement le socialisme communal. Je ne veux pas dans cette Revue exposer une argumentation purement juridique, mais je vais l'indiquer. Le socialisme communal dépend en France du Conseil d'État qui contrôle, comme conseil administratif et comme juridiction contentieuse, les arrêtés des maires et les délibérations des conseils municipaux; la légalité des entreprises municipales dépend du sens qu'on prête à l'article 61 de la loi organique, ainsi conçu : « Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ». Or le Conseil d'État prétend que le conseil municipal n'a pas le droit de « régler ».

aucune affaire qui conduirait à la création d'un monopole, parce que le code pénal condamne les monopoles et qu'une loi de 1791 proclame la liberté de l'industrie. Les juristes socialistes pourraient et devraient répondre que malgré le code pénal et malgré la loi de 1791, un grand nombre de lois, décrets, arrêts, ont déjà encouragé, organisé, approuvé non seulement de véritables trusts formés entre particuliers, mais des monopoles municipaux ou du moins des industries ou services qu'une gestion communale tend naturellement à transformer en monopoles de fait par l'abaissement des prix au profit des électeurs (abattoirs, distributions d'eau, de gaz, d'électricité, tramways et omnibus, marchés, poissonneries, instruments de pesage, appareils crématoires, chambres funéraires, cimetières, théâtres, caisses d'épargne, boulangeries, écoles, mines, tourbières, bains, bureaux de placement et bureaux de nourrices, services de balayage, d'incendie, de camionnage). Même de nombreux textes relatifs aux bois communaux, droits d'affouage, marais, terres vaines et vagues, chemins ruraux, chasses, pâturages, troupeaux, pâtres communs et goëmons, permettent d'affirmer que le communisme agraire s'ajuste parfaitement à notre législation. Et rien n'empêche d'appliquer intégralement, de généraliser ce communisme agraire ou ce collectivisme industriel tant de fois appliqués fragmentairement, puisque ces réalisations partielles ont évidemment aboli les principes que le Conseil d'État oppose aux expériences nouvelles (1). Un principe que violent tous les jours des lois, des décrets, et des arrêts de justice, n'a plus en droit d'autre valeur que de servir à tous les usages, puisque suivant les besoins on peut alléguer ou bien qu'il survit officiellement, ou bien qu'il est pratiquement désuet. Quand on aura mis au Conseil d'État une majorité de juristes socialistes, rien n'empêchera plus chaque conseil municipal de municipaliser d'abord tous les services et ensuite pour y pourvoir tous les moyens de production.

Quant aux moyens d'abolir le capital, tout le monde sait que le gouvernement rachètera les chemins de fer quand il voudra. On sait moins, mais il faut dire, que d'après une loi de 1838 sur les mines, « dans tous les cas où l'exploitation sera restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs », le ministre des travaux publics pourra prononcer le retrait de la concession. Un ministre soutiendra toujours sans peine qu'une compagnie minière exploite trop ses ouvriers (danger pour la sûreté publique), et exploite mal la mine (danger pour la consommation);

---

(1) Bien entendu je ne donne là qu'un schéma grossier du raisonnement à faire pour justifier, en droit, et sous le régime des lois actuelles, une politique de collectivisme intégral dans le cadre communal. Je développerai prochainement ce raisonnement dans une étude distincte.

et le conseil d'État, juge de la légalité du retrait, pourra bien donner tort au gouvernement; mais un gouvernement ne perd pas indéfiniment le même procès; et celui-là procurerait à l'État un bénéfice net de 70 millions au moins par an; le rachat des chemins de fer en donnerait 650; en sorte que deux mesures, dont il ne sortirait pas d'autres complications que des procès, rapporteraient plus de 700 millions de revenu, correspondant à un capital de 20 milliards, et qu'on emploierait à d'autres opérations pareilles. Pour faciliter le rachat des offices ministériels (dont le revenu annuel monte à plus de 100 millions) le gouvernement peut dès maintenant user du droit que lui donne la loi, de fixer les tarifs d'honoraires; il peut abaisser ces tarifs, par étapes très brèves, jusqu'au taux voulu pour rendre les charges improductives; il peut aussi supprimer au décès des titulaires toutes les charges, à l'exception d'une seule par canton, et continuer d'indemniser leurs héritiers par une contribution levée sur les titulaires des charges voisines, mais stipuler qu'on les évaluera, lors de leur propre rachat, d'après ce qu'elles valaient avant l'émolument dont on les a gratifiées par les suppressions antérieures, etc., etc.

Les juristes socialistes devraient examiner quel cas on peut faire, en vue de l'expropriation foncière, des règles édictées par beaucoup de lois spéciales, mais notamment par la loi sur l'expropriation, au sujet des *plus-values*. Ces lois permettent de réclamer une indemnité à tous les propriétaires dont un travail public a fait renchérir les terres ou immeubles, et de compenser les indemnités dues aux propriétaires expropriés partiellement, par le montant de la majoration procurée à ce qui leur reste. Rien n'empêcherait donc d'appliquer radicalement la théorie de l'*unearned increment*, puisque les économistes classiques eux-mêmes enseignent que le moindre travail public fait monter la rente de tous les propriétaires. Cette précieuse législation n'a reçu en cent ans qu'une dizaine d'applications, et on ne voit pas comment une administration simplement soucieuse d'une bonne gestion se dispenserait indéfiniment d'appliquer des lois faites sous Napoléon et Louis-Philippe dans un pur intérêt fiscal. On devrait chercher aussi dans quels cas la loi des 2-17 mars 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie, qu'on exploite injustement contre les régies municipales, pourrait servir à réprimer la puissance capitaliste en tant qu'elle supprime la liberté de certains contrats comme le contrat de louage d'industrie. — On devrait répandre encore, surtout dans les campagnes, la pratique des associations syndicales, dont la loi organique autorise une procédure collectiviste, puisqu'elle admet que la majorité d'une association puisse par son vote obliger les propriétaires de la minorité à exécuter un travail d'intérêt général, ou céder leurs terres, etc., etc.



Pour donner un caractère de généralité à ces utilisations de lois anciennes en vue d'un but nouveau, il conviendrait d'étudier et systématiser la théorie des droits acquis d'après notre droit positif. On en trouverait les éléments non pas dans le livre de Lasalle qui a surtout commenté les lois révolutionnaires, mais dans la jurisprudence. Les tribunaux civils ont dû construire et développer une définition du droit acquis, à propos des actions possessoires et surtout de la revendication, qu'on ne peut exercer que pour protéger un droit ; le Conseil d'État a pareillement fait une distinction entre le simple intérêt, qui suffit pour intenter certains recours contentieux, et le droit véritable, exigé pour rendre certains autres recours recevables ; enfin la notion de non-rétroactivité s'est modifiée ; et l'investigation de ces trois questions conduirait à divulguer une théorie d'ensemble très propice aux mesures d'expropriation.

Quant à l'organisation du droit public socialiste, on étudiera la théorie de la gestion administrative, dont j'ai déjà signalé l'importance (1), et dont le développement logique aurait pour effet d'ôter à l'administration son caractère disciplinaire et de lui donner un caractère économique, de traiter les actes et agents administratifs de moins en moins comme des instruments de coercition et de plus en plus comme des instruments de production. On se demandera si la jurisprudence ne contient pas les germes d'une théorie qui permettrait de considérer comme fonctionnaires publics, non seulement les agents proprement dits des administrations, mais tous les citoyens qui travaillent par occasion ou par vacation à la chose publique, comme électeurs, élus, et sujets à d'innombrables réquisitions ; si d'autre part cette même jurisprudence n'accorde pas de plus en plus aux fonctionnaires les garanties de stabilité, de traitement et de pension que la législation accorde aux ouvriers ; et si en définitive on ne doit pas tenir pour déjà inaugurée par des précédents, et par suite déjà légale, la révolution qui transformerait tous les citoyens sans distinction en collaborateurs d'une même entreprise de production collective. — On cherchera de même des procédés pour supprimer radicalement notre système judiciaire, par une application générale des articles 1003 à 1028 du code de procédure civile sur l'arbitrage amiable.

On codifiera les textes propres à rendre administratif notre droit privé. Par exemple dans une société collectiviste, où les individus n'auront plus sur les propriétés aucun droit de possession, mais seulement un droit d'usage, le vol deviendra une faute administrative : contravention de grande voirie, comptabilité occulte, soustraction de deniers publics ; de même pour empêcher que les citoyens n'amassent

---

(1) *Revue Socialiste* de juillet et août 1903.

des revenus au point de les capitaliser, on utiliserait les nombreuses lois qui interdisent déjà le cumul des traitements et pensions.

En fait d'action internationale, on pourra commencer par supprimer juridiquement l'obligation d'avoir une patrie ; il suffira d'abandonner l'interprétation actuelle de l'article 17 du Code civil, sur le point de savoir si quelqu'un peut perdre volontairement la nationalité française avant d'avoir acquis formellement une nationalité étrangère (1). On reprendra une ancienne jurisprudence, qui admettait l'abdication de la nationalité.

Enfin, on prendra la précaution de faire une théorie juridique du droit d'insurrection. Nos lois ne reconnaissent pas ce droit formellement. Mais on peut, et les juristes socialistes doivent l'extraire, de deux espèces de documents : d'abord les textes sur le droit de coalition, dont en vue d'une grève générale il faut exiger l'application à tous les services publics, sauf à en priver les rares fonctionnaires qui ont véritablement le caractère d'agents gouvernementaux, et qu'on laisserait soumis aux articles 123-126 du Code pénal ; en second lieu on utiliserait la jurisprudence, car les tribunaux ont eu très souvent l'occasion, à propos d'émeutes ou complots, mais surtout à propos de rébellions contre les agents de l'autorité et principalement du fisc, de raisonner sur le droit de résistance à l'oppression. Ainsi la méthode juridique, loin de domestiquer la classe ouvrière, non seulement lui communiquerait en temps de paix sociale cette confiance que procure la familiarité des lois et de leurs interprètes, mais justifierait ses révoltes en cas de malentendu chronique.

Je n'ai pas du tout conçu ce plan de travail en vue de l'élaboration complète du droit socialiste, car je crois qu'il faut commencer par socialiser la production avant de savoir comment s'organiseront les relations juridiques et même s'il subsistera beaucoup de ces relations. Je regarde le socialisme que j'appelle juridique, comme une méthode purement transitoire, faite pour faciliter et hâter l'établissement d'un nouveau régime économique, d'un milieu où j'espère que les juristes ne subsisteront pas plus que les pontifes et les guerriers.

ANDRÉ MATER.

---

(1) *Revue Socialiste* d'octobre 1903.